

Kurihara (à droite) interviewe un producteur de café rentré chez lui, au sujet de la situation et des problèmes dans le département de Cundinamarca, en Colombie.



Surmonter les conflits pour reconstruire une véritable paix

En 2016, le président colombien Juan Manuel Santos a reçu le prix Nobel de la paix pour ses efforts visant à mettre fin à une guerre civile de plus de 50 ans dans le pays. Alors que de grands progrès ont été accomplis vers la consolidation de la paix, l'impact négatif de la guerre civile se fait encore lourdement ressentir à travers le pays. L'un des défis auxquels la nation est confrontée consiste à reconstruire la vie des personnes qui ont été arrachées à leur terre natale par les conflits et la violence.

LE JAPON CONTINUE DE SOUTENIR LA PLUS GRANDE POPULATION DE DÉPLACÉS INTERNES DU MONDE

Le 30 novembre 2016 est devenu un jour historique pour la Colombie. Ce jour-là, le monde a vu le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) signer un accord de paix mettant fin à une guerre civile de 50 ans.

Alors que la Colombie est sur le point de lancer un effort de grande envergure pour reconstruire la na-

tion, le pays fait face à plusieurs défis, dont la réhabilitation des personnes déplacées, explique Eri Komukai, conseillère senior de la JICA. « En Colombie, le nombre de déplacés internes ayant perdu leur maison en raison de la violence de groupes paramilitaires dépasse les 6 millions », explique-t-elle. « Beaucoup d'entre eux ont fui dans les zones urbaines et vivent dans des maisons construites illégalement sur des terrains impropres à l'habitation, comme des collines ». Selon Komukai, il est nécessaire de bâtir des institutions et un environnement sûr pour que ces personnes retrouvent une vie normale.

Dans les années 1960, des groupes de guérilla de gauche, comme les FARC, ont émergé, souhaitant corriger les inégalités sociales. La guerre civile qui les a opposés au gouvernement a laissé une population civile dans une situation de déplacement interne perpétuel. En réponse, en 1997, le gouvernement colombien a demandé aux collectivités locales de formuler des plans pour améliorer la vie de ces personnes déplacées. En 2009, la Colombie s'est associée au Japon pour lancer des projets de développement participatif renforçant la capacité des gouvernements locaux à répondre aux

besoins des personnes déplacées.

En 2011, la Colombie a créé le statut officiel de « victime de la guerre civile » et promulgué une loi sans précédent prévoyant la restitution des terres spoliées à leurs propriétaires légitimes. L'Unité administrative spéciale pour la gestion de la restitution des terres spoliées et abandonnées a été établie au sein du ministère de l'Agriculture et du développement rural, et elle a lancé un projet de développement d'un système de gestion de l'information foncière. Cependant, le système oblige ceux qui demandent la restitution de leur terre à enregistrer leurs données personnelles et des informations sur la façon dont ils ont été spoliés. Mais la fuite de ces informations pourrait mettre leur vie en danger. Le Japon a décidé de fournir une assistance technique pour renforcer la capacité de l'unité en matière de gestion de la sécurité de l'information.

Yoichi Kogure, un des experts ayant participé au projet, explique : « Nous avons organisé des séminaires pour les ingénieurs chargés du développement des systèmes et pour les employés chargés de leur exploitation et de leur gestion. Nous les avons invités à un séminaire au Japon pour leur apprendre comment les institutions gouvernementales japonaises gèrent la gestion des terres ».

Kogure s'est également rendu compte que les Colombiens déplacés retournant sur des terres devant être réhabilitées avaient des points communs avec les Japonais qui avaient perdu leurs terres lors du grand séisme de l'est du Japon. Il a donc décidé d'inviter un groupe de Colombiens à suivre un programme de formation à Iwaki, une ville de la préfecture de Fukushima frappée par le tsunami.

Les douze participants colombiens ont pu s'informer des programmes de réhabilitation des terres gérés par le gouvernement japonais. Ils ont également observé des activités dans le secteur privé comme l'aide à la reconversion vers la culture du coton biologique, des agriculteurs contraints d'abandonner la culture des légumes en raison de la mauvaise réputation de la région, ainsi que la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables par les citoyens. « Les participants ont appris l'importance de la coopération entre les citoyens au lieu de compter uniquement sur l'aide fournie par le gouvernement », explique Yukiyo Yamada, un expert ayant accompagné les participants tout au long de la formation. « Ils semblaient avoir plein d'idées pour aider les personnes déplacées à rentrer chez elles et gagner leur vie ».

« LES ARMES DU DIABLE », OU MINES TERRESTRES MENACENT TOUJOURS DES VIES

Toshiaki Kurihara, expert en développement rural, a été envoyé en Colombie pour travailler à l'amélioration des moyens de subsistance des personnes rentrées chez elles. Il travaille avec les résidents des terres restituées et les aide à reconstruire leur village. En outre, dans douze régions de Colombie, un projet appelé « Un village, un produit » rétablit l'unité au sein des communautés et renforce leur indépendance économique. Le savoir-faire en matière de développement rural développé par ces régions devrait contribuer à améliorer la vie des personnes rentrées chez elles. « La guerre civile a commencé à cause des inégalités sociales », explique Komukai. « La Colombie doit créer un environnement assurant aux personnes rentrées chez elles de gagner leur vie correctement. Faute de quoi, les gens pourraient retourner dans les zones urbaines ou même retomber dans le conflit »,



Un programme de formation organisé dans la ville d'Iwaki, préfecture de Fukushima, en 2015. Les participants ont visité un champ de coton biologique.



Kogure (à droite) montre aux développeurs de systèmes chargés de la gestion de l'information foncière comment assurer la sécurité de l'information.

souligne-t-elle.

Un autre problème menace. L'élimination à grande échelle des mines terrestres, qui causent encore de nombreuses victimes, n'a pas encore commencé. Pour résoudre ce problème, le gouvernement colombien s'intéresse plus particulièrement à l'expertise du Centre cambodgien de déminage (CMAC). Le Japon soutient le CMAC depuis 1999. En février et mars 2017, des membres du CMAC et des responsables de la JICA ont visité des champs de mines et des centres de formation en Colombie pour trouver des moyens de créer un programme d'aide dans le cadre d'une coopération Sud-Sud entre le Cambodge et la Colombie. Komukai explique : « Nous n'avons toujours pas de carte complète des champs de mines terrestres en Colombie. Nous devons travailler rapidement pour rétablir la sécurité des terres afin que les déplacés internes puissent retourner chez eux ».

Soutenir les déplacés nécessite une perspective à long terme. Pour faire face à ces différents défis, il est important que le Japon applique de manière optimale les leçons apprises au cours de ses années de travail de développement.



Le CMAC et la JICA ont visité des champs de mines en Colombie, en février et mars 2017. Les mines terrestres déposées pendant la guerre civile empêchent les personnes déplacées de rentrer chez elles.



Des agriculteurs de retour chez eux. Bien que de nombreuses personnes déplacées aient demandé la restitution de leurs terres, seulement 50 % des demandes ont été traitées jusqu'à présent, le ministère de la Défense nationale n'ayant pas été en mesure de confirmer la sécurité des terres dans de nombreux cas.